

DOCUMENTS

MODULE 8: LA MONDIALISATION CONTEMPORAINE

SOUS-MODULE 1: FLUX ET ACTEURS DE LA MONDIALISATION

CHAPITRE 1: ETATS ET INSTITUTIONS INTERNATIONALES DANS LA MONDIALISATION

Milton Friedman (1912-2006) est le chef de file incontesté des monétaristes. Né à New York dans une famille juive d'origine hongroise, il est issu d'un milieu populaire. Friedman étudie les mathématiques et les sciences économiques, notamment à l'université de Chicago, où il suit les cours des célèbres Jacob Viner (1892-1970), Frank Knight (1885-1972) et Henry Simons (1899-1946). En 1937, il entre au National Bureau Economic Research, pour assister Simon Kuznets dans ses travaux sur le revenu.

Il travaille au Trésor américain pendant la Seconde Guerre mondiale, puis enseigne à l'université de Chicago – centre névralgique du néolibéralisme – de 1946 jusqu'à sa retraite en 1977. Il participe, en 1947, à la création de la Société du Mont-Pèlerin, chargée de promouvoir les idées libérales dans un contexte d'hégémonie keynésienne. Friedman y côtoie notamment le philosophe Karl Popper (1902-1994), son ancien professeur Frank Knight et un certain nombre d'économistes de renom, comme Friedrich von Hayek, Ludwig von Mises ou encore George Stigler (1911-1991). Prix Nobel de sciences économiques en 1982, George Stigler est un grand ami de Milton Friedman, et son collègue à l'université de Chicago. Ils écrivent ensemble un article contre le plafonnement des loyers, intitulé « *Roofs or Ceilings?* » (« Des toits ou des plafonds ? »).

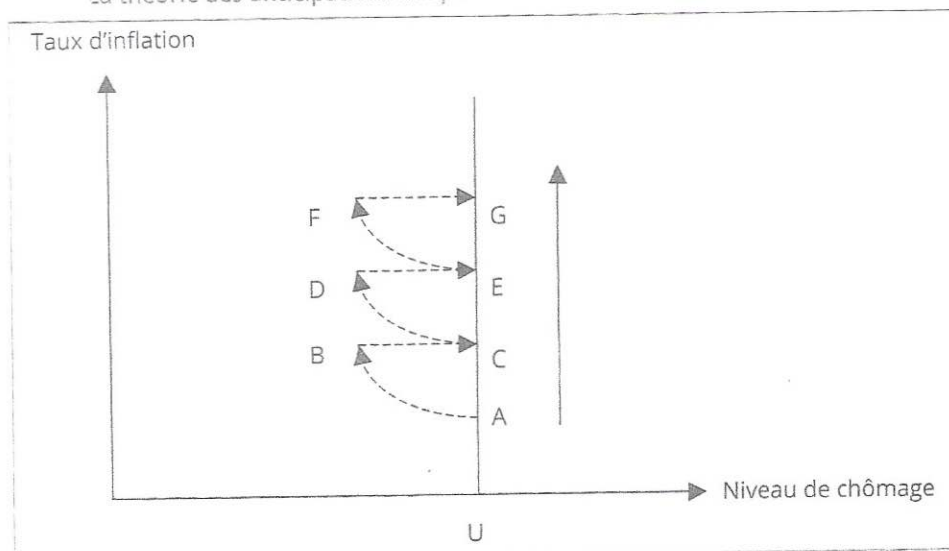
Friedman publie notamment *A Theory of the Consumption Function* en 1957, mettant en exergue sa théorie du revenu permanent, puis, en collaboration avec Anna Schwartz (1915-2012), *Une histoire monétaire des États-Unis, 1867-1960*, critiquant l'action de la Réserve fédérale pendant la Grande Dépression des années 1930. Le célèbre ouvrage de Friedman et Schwartz, publié en 1963, connaît un succès retentissant. Les autres best-sellers de Friedman sont *Capitalisme et Liberté*, publié en 1962, et deux ouvrages coécrits avec son épouse Rose – sœur d'Aaron Director (1901-2004), célèbre professeur de droit à l'université de Chicago – : *Free to Choose* (« La liberté du choix »), paru en 1990, et *Two Lucky People : Memoirs*, publié en 1998.

Prix Nobel de sciences économiques en 1976, Friedman est l'un des économistes les plus importants de la fin du xx^e siècle. Très présent dans les médias et dans le débat public, il est le porte-parole des libéraux : il est notamment chroniqueur dans le magazine *Newsweek* pendant une vingtaine d'années et l'auteur d'une série de vidéos incluant reportages et débats publics, intitulée, comme son livre, *Free to Choose*. Proche du Parti républicain, il est le conseiller de Barry Goldwater, candidat à la présidence des États-Unis en 1964, et des présidents Richard Nixon et Ronald Reagan. Il a également conseillé Margaret Thatcher, mais aussi le dictateur chilien Augusto Pinochet. Il meurt le 16 novembre 2006, à San Francisco.

Amoureux inconditionnel de la liberté, il contribue à l'abolition du service militaire obligatoire, se prononce pour la dépénalisation de toutes les drogues et de la prostitution, pour le désarmement douanier unilatéral des États-Unis (qui doivent supprimer leurs tarifs douaniers sans même attendre de mesure réciproque de la part de leurs partenaires commerciaux), pour un système monétaire reposant sur

des taux de change flottants, pour les droits des homosexuels et des immigrés, pour la suppression du salaire minimum ou encore pour le démantèlement de tout obstacle à l'installation dans telle ou telle profession, diplômes inclus, et même pour les médecins.

La théorie des anticipations adaptatives.

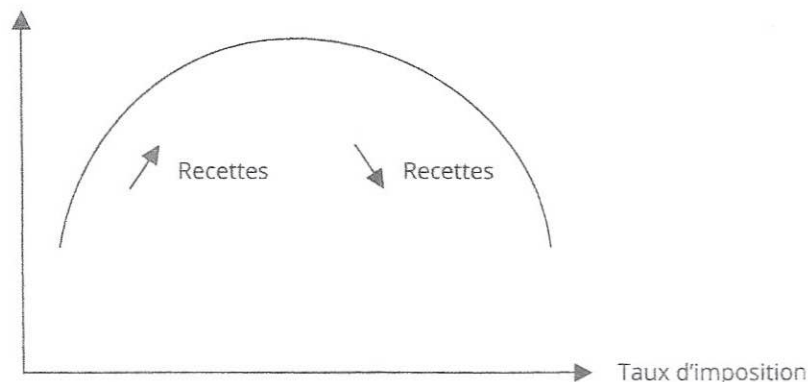


« Trop d'impôt tue l'impôt »

C'est par cette formule que l'on résume la courbe de Laffer, qui prend la forme d'une courbe en cloche, ou en U inversé : quand le niveau d'imposition dans un pays augmente, les recettes fiscales de l'État croissent en même temps – jusqu'à un certain niveau. En effet, quand la pression fiscale est trop forte, cela décourage le niveau d'activité des ménages et des entreprises. Ils réduisent donc leurs activités et les recettes fiscales se mettent à diminuer. On résume ce principe par la formule « Trop d'impôt tue l'impôt ».

14-1 La courbe de Laffer.

Niveau des recettes fiscales



Cette relation a déjà été observée par Abū Yūsuf (env. 731-798) au VIII^e siècle, et résumée par Barthélemy de Laffemas (env. 1545-1612) dans la France d'Henri IV (1553-1610), par la formule « Les hauts taux tuent les totaux ». Mais elle est connue aujourd'hui sous le nom de courbe de Laffer, car c'est à l'économiste américain Arthur Laffer (né en 1940) qu'on en doit le schéma ci-dessus, dessiné la première fois sur la nappe d'une table de restaurant.

Nous sommes en décembre 1974, dans un restaurant français de Washington, autour d'une table réunissant des cadres du Parti républicain, dont Dick Cheney – à l'époque conseiller du président Gerald Ford, avant de devenir vice-président des États-Unis sous George Walker Bush – et Donald Rumsfeld, alors chef de cabinet de Gerald Ford, avant d'en devenir le secrétaire à la Défense pris d'occuper à nouveau ce poste sous George W. Bush. Présent au repas, c'est le célèbre journaliste Jude Wanniski (1936-2005) qui popularise la courbe de Laffer.

Arthur Laffer deviendra, par la suite, conseiller économique de Ronald Reagan, et sa courbe servira de justification théorique aux gouvernements libéraux mettant en place des politiques de baisse d'impôt sur les hauts revenus à partir des années 1970-1980. Si la portée de la courbe de Laffer a été remise en cause, notamment par Thomas Piketty (né en 1971), elle a néanmoins marqué les esprits. La nappe a d'ailleurs été conservée : elle est exposée au National Museum of American History, à Washington.

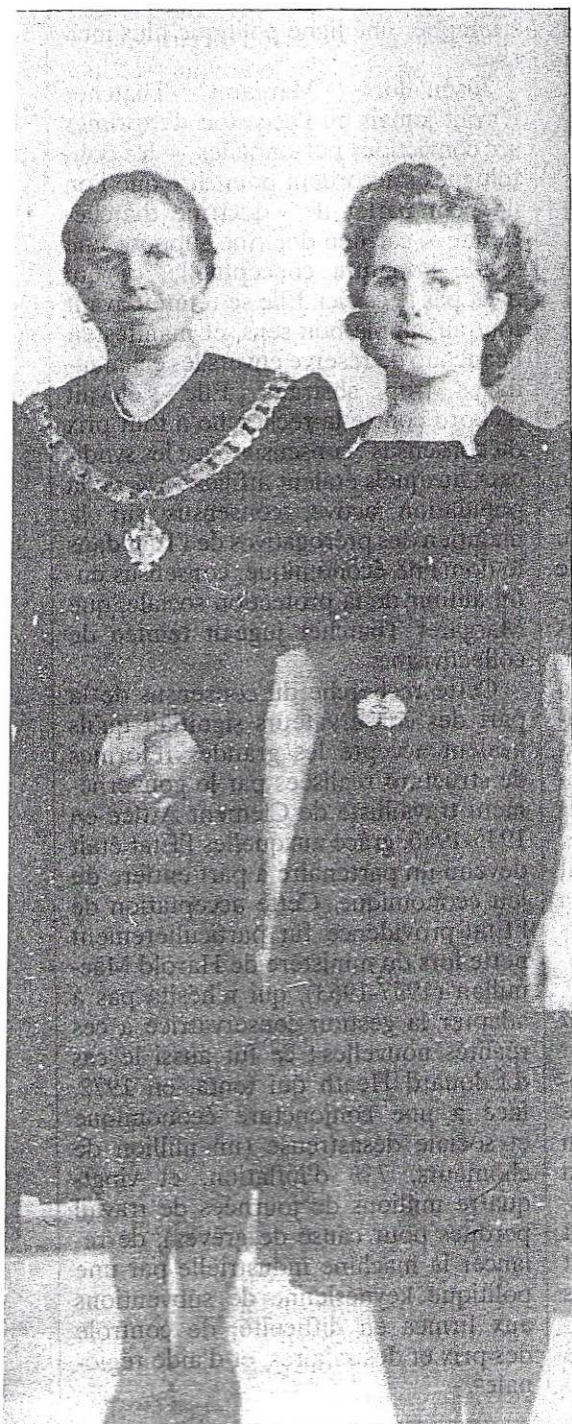
LA RÉVOLUTION DE MARGARET

Bien qu'éloignée du pouvoir depuis trois ans, Margaret Thatcher a effectué en octobre 1993 un spectaculaire « come back » médiatique, à l'occasion de la publication de ses Mémoires. L'ancien Premier ministre britannique y raconte avec force détails ses onze années passées à la tête du gouvernement. Ces « années Thatcher » ont profondément façonné l'Angleterre d'aujourd'hui.

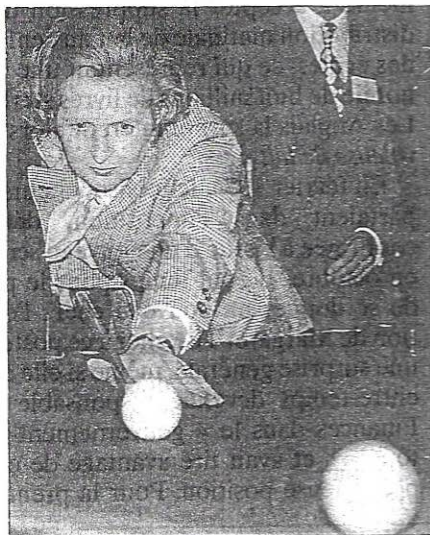


CONSERVATRICE THATCHER

par Philippe Chassaigne



Née en 1925 dans une petite ville du Lincolnshire, Margaret Thatcher (ci-contre, à gauche, avec ses parents et sa sœur, en 1945) commença sa carrière politique aux côtés des conservateurs dès 1949. Nommée Premier ministre en mai 1979, elle conduisit son parti à la victoire aux élections de 1983 et 1987 (ci-dessus, lors de la campagne électorale) et mena le pays d'une main de fer jusqu'à son départ, en novembre 1990 (cf. Sigma).



Agrégé d'histoire, docteur ès Lettres, Philippe Chassaing est maître de conférences à l'université d'Orléans, où il enseigne l'histoire et la civilisation de la Grande-Bretagne. Ses recherches portent sur les problèmes de délinquance, marginalité et maintien de l'ordre dans l'Angleterre des XIX^e-XX^e siècles. Son dernier article dans *L'Histoire* était intitulé « Londres 1900 : assassins, crimes et procès » (n° 154).

Le 9 avril 1992, contrairement aux estimations de tous les instituts de sondages, le parti conservateur anglais remportait, pour la quatrième fois depuis 1979, les élections législatives¹. Le Premier ministre, John Major, était dès lors consacré en tant que chef du parti — un parti profondément marqué par son prédécesseur, Margaret Thatcher, qui avait démissionné le 28 novembre 1990 après quinze années passées à le diriger et onze à gouverner le pays (1979-1990). La durée de son mandat, le nombre et l'ampleur des réformes accomplies, sa volonté inflexible, permettent de parler d'une « ère Thatcher ». Une telle personnalisation du pouvoir étant exceptionnelle outre-Manche, il faut essayer d'en comprendre les raisons.

C'est le 3 mai 1979 que Margaret Thatcher remporta pour la première fois les élections. Le nouveau Premier ministre était pourtant peu connu de ses concitoyens. Arrivée à la tête du parti conservateur quatre ans auparavant, elle n'y avait jamais occupé de poste de premier plan. Née le 13 octobre 1925, Margaret Hilda Roberts était originaire de Grantham, petite ville du Sud-Ouest du Lincolnshire où son père, Alfred Roberts, était épicier. C'est à Oxford, où elle suivait des études de chimie, qu'elle s'engagea pour la première fois en politique : elle s'inscrivit à l'association conservatrice locale, qu'elle dirigea dès 1946. Et c'est à une réunion électorale qu'elle rencontra Dennis Thatcher, un homme d'affaires de douze ans son aîné, qu'elle épousa en septembre 1951. Travaillant d'abord à Colchester, puis à Londres, elle cessa toute activité professionnelle après son mariage, entreprit des études de droit, qu'elle termina en 1953, et donna naissance à deux jumeaux, Mark et Carol.

Candidate désignée en 1949 par le parti conservateur pour affronter les travaillistes dans la circonscription de Dartford, dans la grande banlieue de Londres, Margaret Thatcher fut battue lors des scrutins de février 1950 et octobre 1951. Elle changea de circonscription pour les élections de 1955 mais es-

suya un nouvel échec. Ce n'est qu'en 1959, à Finchley, banlieue résidentielle du Nord-Est de la capitale, qu'elle fut élue². C'était une circonscription sûre, offerte à celle qui avait su montrer son dévouement et ses qualités de militante depuis une dizaine d'années ; Finchley n'allait par la suite cesser de lui être fidèle. En octobre 1961, Margaret Thatcher fut nommée secrétaire parlementaire privée de Eric Bowyer, le ministre des Pensions et Assurances sociales. C'était un poste de second plan qui ne lui permettait pas, bien que membre du gouvernement, de participer aux réunions du Cabinet³. Elle y resta trois ans, jusqu'à ce que les conservateurs soient renvoyés dans l'opposition, en octobre 1964.

« LA VOLEUSE DE LAIT »

À leur retour au pouvoir, en juin 1970, Margaret Thatcher reçut le portefeuille de l'Éducation, et devint du même coup membre du Cabinet. Elle devait composer avec la large autonomie des universités et la prérogative des collectivités locales en matière d'enseignement primaire et secondaire. Son ambitieux programme de modernisation des écoles et de scolarisation massive des tout jeunes enfants fut rapidement rendu inapplicable en raison des contrechocs du premier choc pétrolier. Les contraintes budgétaires l'obligèrent même à accepter la suppression de la distribution matinale de lait aux enfants des écoles, ce qui représentait une économie de huit millions de livres sterling. Les Anglais la surnommèrent alors « la voleuse de lait ».

En février 1974, les conservateurs repartaient dans l'opposition, défaite confirmée à l'issue d'un nouveau scrutin en octobre. Il était temps pour le parti de se donner un nouveau chef ; l'élection de Margaret Thatcher à ce poste fut une surprise générale, même si elle était entre-temps devenue responsable des Finances dans le « gouvernement-fantôme »⁴, et avait tiré avantage de cette prestigieuse position. Pour la première

fois, une femme accédait à la direction du parti, alors que les conservateurs ne passaient pas pour des partisans acharnés de l'égalité entre les sexes. Par ailleurs, il semble que Margaret Thatcher elle-même n'ait pas envisagé à l'avance une telle nomination : son ambition secrète, confia-t-elle ultérieurement, était de devenir chancelier de l'Échiquier, c'est-à-dire ministre des Finances. Considérée en fait comme un simple « outsider » lorsqu'elle déposa sa candidature, elle sut rallier à elle tous ceux qui voulaient voir Édouard Heath⁵ abandonner la direction du parti et faire triompher une ligne politique plus incisive.

Jusqu'alors, Margaret Thatcher n'avait jamais eu l'occasion d'exprimer ses convictions personnelles — les politologues s'accordent pour dire que l'on ne peut parler de « doctrine thatchérienne », car une doctrine suppose une solide armature conceptuelle, ce qui n'est pas le cas ici. Elle se référait avant tout au simple bon sens, et manifestait beaucoup de réserve envers les échafaudages trop abstraits. Elle s'élevait d'abord contre la recherche à tout prix du consensus : consensus avec les syndicats, auxquels étaient affiliés 55 % de la population active, consensus sur le maintien des prérogatives de l'État dans le domaine économique, consensus enfin autour de la protection sociale, que Margaret Thatcher jugeait teintée de collectivisme.

Cette recherche du consensus de la part des conservateurs signifiait qu'ils avaient accepté les grandes réformes de structure réalisées par le gouvernement travailliste de Clement Attlee en 1945-1946, grâce auxquelles l'État était devenu un partenaire à part entière du jeu économique. Cette acceptation de l'État-providence fut particulièrement nette lors du ministère de Harold Macmillan (1957-1963), qui n'hésita pas à adapter la gestion conservatrice à ces réalités nouvelles ; ce fut aussi le cas d'Édouard Heath qui tenta, en 1972, face à une conjoncture économique et sociale désastreuse (un million de chômeurs, 7 % d'inflation, et vingt-quatre millions de journées de travail perdues pour cause de grèves), de relancer la machine industrielle par une politique keynésienne de subventions aux firmes en difficulté, de contrôle des prix et des salaires, et d'aide régionale⁶.

Cette politique était pour Margaret Thatcher l'exemple détestable d'un socialisme larvé qu'elle jugeait responsable du déclin du Royaume-Uni. A son sens, pour remettre le pays sur les rails de la réussite, les solutions étaient simples. Ce qu'il fallait, c'était avant tout que les Anglais abandonnent leurs habitudes d'assistés et reprennent leur destin en main. Margaret Thatcher entendait donc remettre à l'honneur les

ne m'en repens pas. Ces sermons-là auraient pu sauver plus d'un financier de la banqueroute et plus d'un pays de la crise. » A ces conceptions, il faut aussi ajouter un antisoviétisme radical qui lui a valu le surnom de « Dame de fer », forgé, en 1976, par un journal soviétique.

Une fois le gouvernement de Margaret Thatcher constitué, le 4 mai 1979, ces principes furent rapidement mis en action et, en moins de cinq ans, les

valeur de la monnaie et à en contrôler la masse disponible ; l'État devait, par ailleurs, prélever le minimum d'impôts afin de laisser aux particuliers et aux entreprises une marge de manœuvre suffisante pour réinvestir et relancer l'économie ; enfin, il devait dépenser son argent avec circonspection, en réduisant ses interventions à quelques domaines de première importance — police et défense nationale.

D'emblée, le gouvernement supprima toutes les mesures de contrôle des prix et des salaires qu'avait instaurées Édouard Heath en 1972 et qui avaient été prorogées par ses successeurs travaillistes Harold Wilson et James Callaghan. Puis, toujours en 1979, ce fut au tour des mouvements de capitaux à être dérégulés. Enfin, une importante vague de privatisation fut entamée. En fait, ces premières dénationalisations, engagées à partir de 1980-1981, ne concernaient que des entreprises d'importance secondaire (quelques actions de *British Rail*, la SNCF britannique, ou encore la *National Freight Corporation*, détenant le monopole des transports routiers), mais le triomphe électoral de juin 1983, consécutif à la victoire sur les Argentins dans la guerre des Malouines (cf. encadré, p. 22), permit à Margaret Thatcher d'engager plus radicalement le programme de privatisations.

Dès 1983, la *British Port Authority*, qui gérant les principaux ports du pays, passa aux mains d'actionnaires privés ; en 1984, ce fut le tour de *Jaguar* et de *British Telecom* ; les privatisations s'accéléchèrent en 1985 avec *British Airways*, *British Airport Authority*, *British Gas*, ainsi que la prestigieuse firme automobile *Rolls Royce*. La troisième législature, qui débuta en 1987, fut marquée par le passage au privé de *Rover*, de l'entreprise sidérurgique nationale *British Steel* (1988), et de la distribution d'eau (1989). Ce fut la dernière privatisation, puisqu'en novembre 1989, le gouvernement dut renoncer, face au tollé général, à dénationaliser les centrales nucléaires, et ce en dépit de l'engagement pris par le Premier ministre au cours de la campagne électorale.

Les privatisations rapportèrent plus de vingt-trois milliards de livres au budget de l'État (soit quelque deux cent trente milliards de francs), permettant une baisse notable des impôts : en neuf ans, entre 1979 et 1988, le taux d'imposition sur le revenu de base passait de 33

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

26 JUILLET 1945 : défaite électorale des conservateurs ; gouvernement Attlee ; mise en place de l'État-providence.

25 OCTOBRE 1951 : retour des conservateurs au pouvoir ; cabinet Churchill.

26 MAI 1955 : deuxième victoire conservatrice ; le parti obtient 49,6% des voix.

JANVIER 1957-OCTOBRE 1963 : gouvernement Macmillan ; aux élections d'octobre 1959, succès de Margaret Thatcher à Finchley.

1964-1970 : gouvernement travailliste de Harold Wilson. Margaret Thatcher entre au *Shadow Cabinet*.

JUIN 1970-JANVIER 1974 : Margaret Thatcher est ministre de l'Éducation du gouvernement Heath ; difficultés économiques accrues par le choc pétrolier (1973).

4 FÉVRIER 1975 : Heath est remplacé par Margaret Thatcher comme leader du parti conservateur.

3 MAI 1979 : victoire électorale des conservateurs.

JANVIER-MARS 1980 : échec d'une grève de treize semaines dans la sidérurgie.

NOVEMBRE 1980 : le cap des deux millions de chômeurs est atteint.

SEPTEMBRE 1981 : Ian Gilmour, Mark Carlsle et Lord Soames, trois « tièdes », quittent le gouvernement.

2 AVRIL-15 JUIN 1982 : guerre des Malouines. Le 5 avril, démission du ministre des Affaires étrangères, Lord Carrington, pour n'avoir pas su prévoir la crise des Malouines.

9 JUIN 1983 : deuxième victoire électorale de Margaret Thatcher. Départ de Francis Pym, ministre des Affaires étrangères, jugé trop conciliant avec les Argentins lors de la guerre des Malouines.

7 MARS 1984-5 MARS 1985 : grève des mineurs.

9 JANVIER 1986 : départ de Michael Heseltine, ministre de la Défense, impliqué dans une affaire politico-financière.

11 JUIN 1987 : troisième succès électoral de Mme Thatcher. Départ de Norman Tebbit, président du parti, pourtant fidèle de la première heure mais jugé comme un rival potentiel.

28 JUILLET 1989 : remaniement ministériel. John Major remplace Geoffrey Howe comme ministre des Affaires étrangères.

26 OCTOBRE 1989 : départ de Nigel Lawson, chancelier de l'Échiquier, à la suite de désaccords sur la politique économique à mener ; il est remplacé par John Major.

NOVEMBRE 1989 : privatisation des compagnies d'eau en Angleterre et au pays de Galles ; c'est la dernière privatisation du gouvernement Thatcher.

9-12 OCTOBRE 1990 : congrès du parti conservateur, marqué par une série d'échecs à des élections partielles, et par des sondages favorables aux travaillistes.

13 NOVEMBRE 1990 : démission de Geoffrey Howe, Lord Président (vice-Premier ministre), à la suite de divergences politiques répétées.

NOVEMBRE 1990 : Michael Heseltine se présente contre Margaret Thatcher pour l'élection du leader du parti conservateur (le 14) ; manquant de 4 voix sa réélection, celle-ci annonce qu'elle maintient sa candidature (le 20), puis y renonce (le 22) ; élection de John Major, chancelier de l'Échiquier (le 27). Il devient Premier ministre le 28.

9 AVRIL 1992 : succès des conservateurs aux élections générales.

valeurs profondément anglaises de la liberté individuelle et de l'initiative privée. Plus généralement, elle entendait réhabiliter les idéaux victoriens de travail et d'effort, garants d'ascension sociale, mais aussi de loi, d'ordre et de morale⁷. A ses détracteurs, qui lui reprochaient le caractère simpliste de tels principes, elle rétorqua en 1982 : « *D'aucuns prétendent que je ne prêche que des sermons d'économie domestique. Mais je*

grands axes de la nouvelle politique conservatrice se trouvèrent appliqués. Il s'agissait tout d'abord de réduire la place occupée par l'État dans l'économie britannique. La déréglementation et l'« *État minimal* » devinrent les maîtres-mots de la politique *tory*, guidée par les théories de Friedrich von Hayek⁸ et de Milton Friedman. Aux yeux des néo-libéraux, en effet, le rôle de l'État devait se limiter à garantir la

LA GUERRE DES MALOUINES

Les îles Malouines (Falklands pour les Anglais) constituent un minuscule archipel de l'océan Atlantique Sud, au large des côtes de l'Argentine. Elles sont peuplées d'un millier de Britanniques.

Le retrait du navire *Endurance* de l'Atlantique Sud, où il montait symboliquement la garde devant l'archipel, donna aux militaires argentins, au pouvoir depuis 1978, l'occasion de s'emparer des îles par la force : le 2 avril 1982, les Malouines étaient occupées.

La réaction de Margaret Thatcher fut rapide : dès le lendemain, une force d'intervention navale était constituée, qui appareilla sur-le-champ, suivie par le *Canberra* et le *Queen Elizabeth*, transportant les troupes pour le débarquement. Le torpillage du destroyer *Sheffield* (vingt et un morts et de nombreux blessés) ne fit pas flancher la résolution du Premier ministre : le 21 mai, les troupes anglaises débarquaient à San Carlos ; la reconquête de l'archipel dura trois semaines. La capitale, Port Stanley, une fois reprise, et les Argentins expulsés (15 juin), la Dame de fer goûta tous les délices de la popularité. Moins d'un an plus tard, portée par cet état de grâce inespéré, elle obtenait avec trois cent quatre-vingt-dix élus un véritable triomphe aux élections.

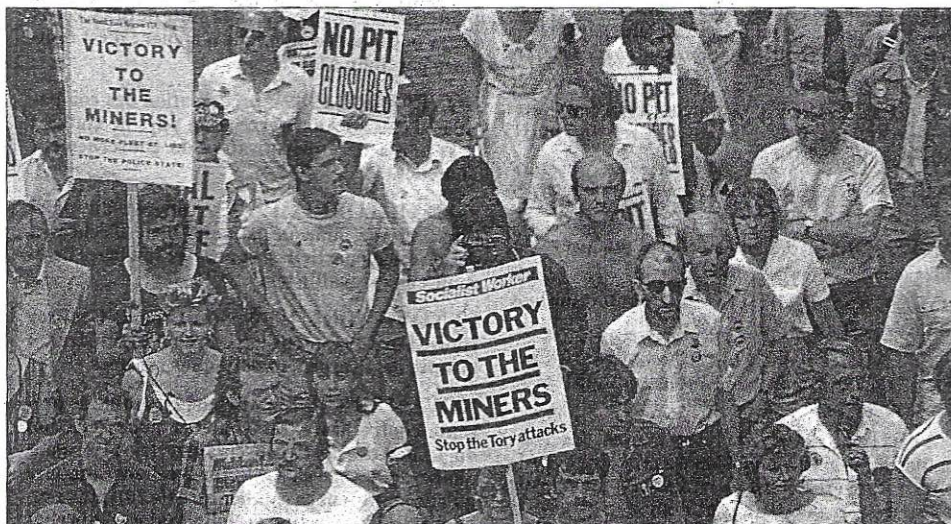


LA GRÈVE DES MINEURS DE 1984

La haine du pouvoir des syndicats a certainement été l'un des grands thèmes du discours de Margaret Thatcher. Dès 1980, une série de mesures avaient été prises pour réduire leur influence dans le monde du travail, ce qui ne pouvait que déboucher sur une épreuve de force. Les diverses grèves de 1980 (sidérurgie), 1981 (fonction publique), 1983 (presse) ne furent rien en comparaison de celle des mineurs qui dura un an, de mars 1984 à mars 1985.

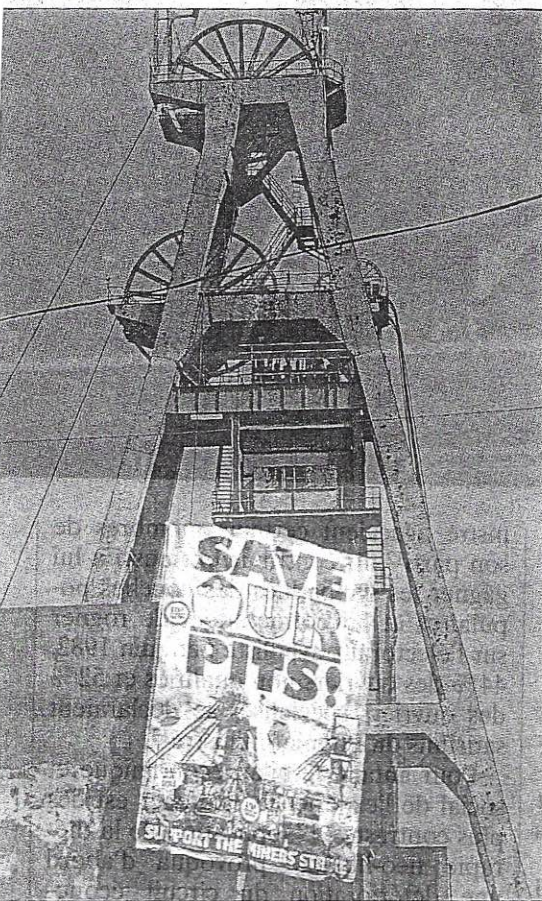
Elle avait été conçue comme une réponse à une nouvelle loi restreignant considérablement les possibilités de faire grève (un référendum des adhérents devait être organisé au préalable) ainsi que le financement du parti travailliste par les syndicats (lui aussi soumis à la consultation de la base). C'est le syndicat des mineurs, mené par Arthur Scargill, marxiste convaincu, qui se chargea de mener le combat. Toutefois, Margaret Thatcher avait mis toutes les chances de son côté : des réserves suffisantes de charbon avaient été accumulées, afin d'éviter toute perturbation de l'approvisionnement des centrales électriques, pouvant par ailleurs aussi fonctionner au mazout. La police était mieux équipée, afin de contenir les grévistes.

En dépit d'un sentiment initial de sympathie dans l'opinion, la grève fut un échec cuisant pour le syndicat. Margaret Thatcher refusa toute négociation, et sut tirer tout le profit des maladroitures de Scargill qui politisa le conflit d'une façon telle qu'il se priva rapidement de bien des soutiens : d'un simple conflit du travail, il espérait aboutir à la démission du Premier ministre, qui avait triomphé lors des élections de juin 1983, et il multipliait les attaques contre le système politique britannique auxquelles les travaillistes les plus modérés ne pouvaient souscrire. Ayant refusé tout compromis, Scargill connut une écrasante défaite, et le travail reprit le 5 mars 1985 sans que le syndicat ait obtenu la moindre concession.





La reconquête des îles Malouines en mai-juin 1982 fut, pour Margaret Thatcher, une excellente opération politique (ci-contre, en visite sur une des îles en 1983) : aux élections de juin 1983, le parti conservateur remporta une victoire écrasante (cl. Sygma).



La grève des mineurs de 1984 se transforma rapidement en un affrontement politique entre le leader du mouvement, Arthur Scargill, et le pouvoir conservateur. La grève dura un an et fut un échec (cl. Sygma).

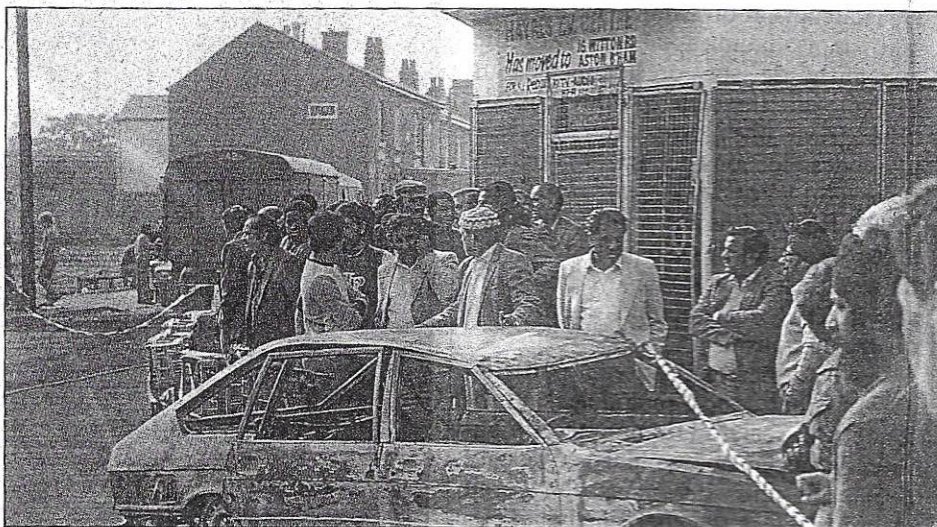
LES ÉMEUTES RACIALES

Les communautés de couleur (deux millions six cent mille personnes à la fin des années 1980, pour la moitié originaires du sous-continent indien et des Antilles) ont été les plus touchées par les aléas de l'économie britannique de ces quinze dernières années. Appartenant en majorité aux classes défavorisées de la population, leurs ressortissants sont plus d'une fois descendus dans la rue pour crier leur indignation et demander au gouvernement de prendre des mesures pour améliorer leur situation.

Les émeutes raciales les plus spectaculaires eurent d'abord lieu entre avril et juillet 1981, dans les banlieues à forte population noire : Brixton, dans l'agglomération londonienne, et surtout Toxteth à Liverpool. L'affrontement avec la police dura une semaine, causant plus de trois cents blessés et se soldant par des destructions et des

pillages. En 1985, ce fut au tour de la banlieue de Birmingham de s'embraser, puis de nouveau à Brixton et Tottenham, dans le Nord de Londres. En 1990, des incidents semblables à ceux que connurent les « cités » françaises se produisirent dans la banlieue d'Oxford.

C'est bien évidemment le chômage, qui frappe beaucoup plus fortement les jeunes de couleur, qui est à l'origine de ces flambées de violence, même si des bavures policières semblent avoir souvent servi de détonateur. Ce fut pour le gouvernement l'occasion de moderniser l'équipement des forces de police et de rappeler que le devoir de chaque citoyen est d'obéir à la loi et l'ordre. Le recul du chômage entre 1985 et 1989 a sûrement provoqué le retour au calme, mais l'équilibre dans certaines banlieues reste précaire.



Rassemblement de ressortissants indiens et pakistanais après les émeutes de Birmingham, en 1985 (cl. Sygma).

à 25 % et le taux maximal de 83 à 40 % ! Toutefois les privatisations, engagées avant tout pour des motifs idéologiques, choquèrent jusque dans les rangs du parti de Margaret Thatcher : Harold Macmillan, ancien Premier ministre, les compara à la « liquidation de l'argenterie de famille ». Il est vrai que le service public était désormais réduit à la portion congrue : en 1988, il n'employait plus que 4 % de la main-d'œuvre salariée, et sa part dans le PIB n'était plus que de 7 %. En revanche, le nombre de porteurs d'actions était passé de 1,7 million en 1979 à 8 millions en 1987 : Margaret Thatcher, pour qui le droit à la propriété était un droit essentiel, pouvait à juste titre être satisfaite.

Mais la stratégie thatcherienne ne s'arrêtait pas là : l'une des principales préoccupations de la Dame de fer était

d'affranchir son pays de l'emprise des syndicats. Le *Trade Union Congress*, gigantesque et unique confédération syndicale, qui rassemblait près de quatorze millions d'adhérents en 1980 — soit 54 % de la population active —, avait déjà manifesté sa puissance lors des grèves massives de l'hiver 1978-1979, passées dans l'histoire sous le nom de « l'hiver du mécontentement », en protestant contre la politique salariale du gouvernement Callaghan. Dès 1980, le ministre de l'Emploi, Jim Prior, faisait voter une première loi, limitant certaines prérogatives syndicales, telles que le monopole d'embauche et la possibilité d'organiser des grèves de solidarité dans des usines non directement touchées par le conflit.

En 1982, une deuxième loi sanctionnait plus durement les grèves sauvages.

Mais c'est en 1984 que fut donné l'assaut principal : désormais, une consultation des adhérents était obligatoire avant le déclenchement d'une grève illimitée ; tout dirigeant d'un syndicat national devait soumettre son mandat à réélection tous les cinq ans ; enfin, toute utilisation de fonds syndicaux destinée à une « activité politique » devait être approuvée par un vote des adhérents. Aucune des grèves « anti-Thatcher » lancées par les syndicats n'eut raison de la résolution de la Dame de fer. Ces actions furent pourtant nombreuses, et débutèrent dès 1980 par une grève de la sidérurgie qui dura treize semaines. Mais c'est la grande grève des mineurs (7 mars 1984-5 mars 1985) qui marqua la victoire de Margaret Thatcher sur un syndicat certes puissant, mais handicapé par l'attitude extrémiste de son président, Arthur Scargill, qui semblait vouloir faire de cette grève une sorte de « troisième tour » des élections de juin 1983 (cf. encadré « La grève des mineurs de 1984 », p. 22). Résultat de cette lutte ouverte : après dix années de thatchérisme, le syndicalisme est en recul au Royaume-Uni ; ses effectifs ont diminué de près de quatre millions⁹.

Les réformes entreprises à partir de 1979 visaient donc à remodeler en profondeur la société britannique et à enrayer le déclin que connaissait le pays depuis plusieurs décennies. On aurait pu croire que le thatchérisme bénéficierait d'un soutien unanime au sein du parti conservateur. Or, il n'en fut rien et, en dépit des succès politiques et des triomphes électoraux successifs, Margaret Thatcher eut à faire face à des crises internes et à des critiques qui ne furent pas toujours voilées.

La principale pomme de discorde était l'entêtement avec lequel le Premier ministre poursuivait sa politique, en dépit de la situation catastrophique dans laquelle cette dernière plongeait, dans un premier temps, le pays. Le nombre des chômeurs, par exemple, s'accrut de manière inquiétante : un million en mai 1979, un million six un an plus tard, plus de deux millions à la fin de 1980 et trois millions deux au printemps 1986. Quant à l'inflation, elle atteignait un taux record de 18 % dès la fin de l'année 1979, et progressa encore au cours des deux années suivantes. La production industrielle chutait, alors que l'appréciation de la livre, conséquence de la politique monétariste du gouvernement, rendait

encore moins compétitives les exportations britanniques, dans un contexte international rendu morose par le second choc pétrolier (1979).

Pourtant, Margaret Thatcher ne cessait de répéter qu'il n'y avait aucune autre politique possible. Lors du congrès du parti de 1980, elle s'illustra par une formule qui devait entrer dans la légende ; à ceux qui la pressaient de changer de politique, de faire « demi-tour », elle rétorqua : « La dame ne fait

condition pour le bien commun. Or, les « tièdes », c'est-à-dire les partisans d'un conservatisme plus traditionnel, ne désarmèrent pas facilement. Le premier Cabinet était d'ailleurs peu « thatchérien », puisque deux ministres seulement, ceux des Finances et de l'Industrie, pouvaient être rangés parmi les fidèles de la Dame de fer : les autres étaient des *tories* de la vieille école, issus de l'establishment. Mais si les propos teintés d'antiélitisme du Premier mi-



C'est le 22 novembre 1990 que Margaret Thatcher (ci-dessus, le jour de son départ), mise en minorité au sein de son propre parti, démissionna du poste de Premier ministre (cf. Sygma).

pas demi-tour»¹⁰, s'opposant ainsi ouvertement aux « barons » du conservatisme qui ne se reconnaissaient d'ailleurs que rarement dans les propos de leur leader.

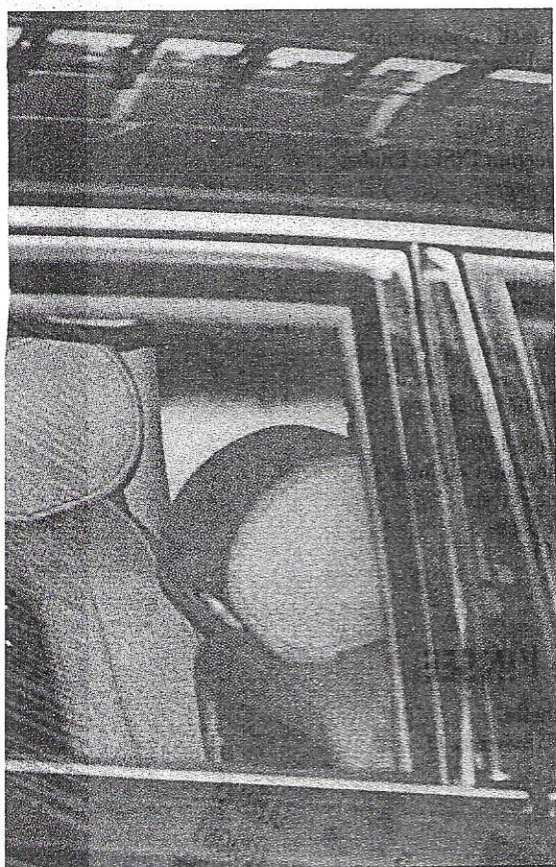
Jusqu'en 1975, en effet, le parti conservateur était à bien des égards resté celui de Benjamin Disraeli¹¹, soucieux du sort des plus défavorisés et animé d'un esprit paternaliste qui prônait la coopération des hommes de toute

nistré agaçaient certains membres de son parti¹², ils contribuaient aussi à lui gagner les sympathies des couches populaires et lui permettaient de rogner sur l'électorat travailliste : en juin 1982, 44 % des ouvriers non qualifiés et 52 % des ouvriers spécialisés se déclaraient satisfaits du Premier ministre¹³.

Pour autant, le bilan économique et social de l'expérience Thatcher est des plus contrastés. L'application de la thérapie néo-libérale provoqua d'abord une détérioration du circuit économique britannique. Toutefois, à partir de 1984, l'inflexibilité du Premier ministre finit par porter ses fruits. La diminution des impôts permit aux Anglais de consommer davantage, relançant du

même coup la production industrielle ; les secteurs de la banque et celui des services, tirant parti de la déréglementation opérée quelques années plus tôt, devinrent créateurs d'emplois ; de nouvelles entreprises virent le jour, contribuant à réduire le chômage de près de moitié (un million huit cent mille demandeurs d'emploi en 1989, contre trois millions deux cent mille, trois ans auparavant).

Mais la récession se manifesta à nouveau au cours de l'année 1989, en parti-



culier dans l'immobilier. Le gouvernement ayant été contraint de relever les taux d'intérêts afin de freiner les tendances inflationnistes, de nombreux foyers se trouvèrent dans l'incapacité de faire face aux échéances des emprunts qu'ils avaient contractés. Le marché immobilier se trouva rapidement saturé, et le marché locatif marqué par le renchérissement des baux, laissant de plus en plus de sans-abris sur le pavé des villes. De l'aveu même des statistiques officielles, le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté s'élève aujourd'hui à près de quatre millions (d'autres sources avancent un chiffre encore plus élevé, entre neuf et dix millions).

A la fin des années 1980, le Royaume-Uni offre le spectacle d'une société à deux vitesses, où les écarts de fortune se sont accentués. Les laissés pour compte du thatchérisme sont en premier lieu les chômeurs, dont les indemnités n'ont pas été revalorisées depuis 1980, ainsi que les ressortissants des communautés de couleur. Ceux-ci se soulevèrent d'ailleurs à plusieurs reprises, en 1981, 1985 et 1991, à Liverpool, à Birmingham et dans plusieurs quartiers de Londres (cf. encadré « Les émeutes raciales », p. 23). La crise est particulièrement sensible dans les vieilles régions industrielles du Nord et de l'Est de l'Angleterre, où le chômage peut toucher jusqu'à un adulte sur trois, comme à Liverpool. En revanche, le Sud et l'Ouest sont, dans l'ensemble, moins touchés. Mais c'est moins la récession de la fin des années 1980 que son intransigeance politique qui provoqua la chute de la Dame de fer.

L'affaire de la *Poll Tax* renforça en effet l'image de femme inflexible de Margaret Thatcher. Partant du principe que les collectivités locales, dans leur majorité travaillistes, vivaient au-dessus de leurs moyens et dépensaient l'argent des contribuables au profit presque exclusif de groupes de population insolubles (les minorités ethniques en particulier), le gouvernement constitué après les élections de 1987, et qui devait être celui du thatchérisme triomphant, s'attaqua à une réforme des finances locales inspirée davantage par des considérations idéologiques que par le simple bon sens.

Il inventa la *Community Charge* (véritable nom de la *Poll Tax*), un impôt d'habitation frappant tous les adultes vivant sous le même toit. Le but de cette mesure était de forcer les municipalités dispendieuses à réduire leurs prestations, sous peine d'impopularité, et d'obliger les personnes précédemment « assistées » à se prendre en charge, suivant en cela le credo thatchérien. L'injustice de la réforme apparut plus nettement que son bien-fondé idéologique : elle frappait de la même façon « l'aristocrate dans son château » et l'ouvrier doté d'une famille souvent nombreuse et vivant dans un logement modeste. Malgré l'opposition de nombreux députés, Margaret Thatcher s'opposa à tout amendement de son projet. La nouvelle taxe entra en application le 1^{er} avril 1990, au lendemain d'une grande manifestation de protestation et malgré l'imminence

des nouvelles élections législatives, prévues au plus tard en 1992.

La démission de Margaret Thatcher, à l'occasion du vote de novembre 1990 pour la désignation du *leader* des conservateurs, s'explique par la défiance soudaine du parti envers celle qui — et c'était là un argument suprême — risquait de lui faire perdre les élections. Il est significatif qu'après avoir annoncé, à l'issue du premier tour de scrutin où seulement quatre voix avaient manqué pour qu'elle soit réélue, qu'elle maintenait sa candidature, Margaret Thatcher ait brutalement, et pour la seule fois de sa carrière, effectué un virage radical en renonçant à cette idée dès le lendemain. Dévouée à l'intérêt supérieur de son parti, elle avait choisi de se retirer de la scène politique avec panache.

L A VICTOIRE DE 1992

Dès son entrée en fonction, le gouvernement de John Major supprima la *Poll Tax*, gela tout nouveau projet de privatisation, et se montra beaucoup plus conciliant sur le plan européen, même s'il obtint, lors de la conclusion du traité de Maastricht, la possibilité pour son pays de ne pas participer à tous les mécanismes de la future Europe. Les liens quasi filiaux qui existaient entre l'ancien Premier ministre et son successeur se sont d'ailleurs aujourd'hui fort relâchés ; Margaret Thatcher s'est bien gardée de décerner tout satisfecit à la nouvelle équipe avant les élections législatives d'avril 1992, et ses *Mémoires* ne sont guère élogieux envers celui qui, rappelle-t-elle, lui doit son ascension politique. Mais si le parti conservateur semble avoir renoué avec une doctrine plus sociale, l'héritage de l'action menée par la Dame de fer reste présent.

Le débat politique des années 1990 est en effet centré sur les thèmes qu'elle avait vaillamment défendus. Personne ne remet plus en cause les privatisations ; le parti travailliste a adopté, au moins dans son discours électoral, un certain nombre de thèmes libéraux, et,

lors du congrès de septembre 1993, son nouveau leader, John Smith, a réussi à restreindre considérablement le rôle des syndicats dans la sélection des candidats du parti pour les élections législatives. En cas de victoire aux prochaines élections, il se refuse à rétablir un contrôle étatique sur l'économie.

Pareille éventualité reste toutefois encore bien aléatoire : en avril 1992, tous les commentateurs tablaient sur une victoire — fût-elle courte — du parti travailliste, tant l'impopularité des *tories* était grande. Il n'en fut rien. Pour Margaret Thatcher, cette victoire est le fruit de ses onze années passées au 10, Downing Street, même s'il est vrai que le gouvernement de John Major s'est employé à minimiser l'ampleur de son héritage. La clef de son succès réside peut-être avant tout dans son habileté politique : quelles qu'aient été ses difficultés politiques, Margaret Thatcher sut toujours assurer son succès en faisant passer le parti travailliste pour celui qui rétablirait la bureaucratie, augmenterait les impôts et mettrait, par le biais de nouvelles nationalisations, un terme à l'expérience de démocratie de propriétaires (*share-owning democracy*) qu'elle avait voulu instaurer. C'est à cette image peu glorieuse qu'il doit échapper afin de reconquérir le pouvoir, et cette marginalisation potentielle n'apparaît pas comme la moindre manifestation du sens politique de la Dame de fer.

Le thatcherisme semble pourtant être aujourd'hui en perte de vitesse dans le parti conservateur. Les observateurs notèrent que Lady Thatcher of Kesteven (c'est en 1992 qu'elle fut élevée à la pairie, et put ainsi retrouver bon nombre de ses anciens opposants à la Chambre des lords) fut moins ovationnée qu'à l'accoutumée lors du congrès annuel du parti en octobre 1993. C'est dans la bataille contre le traité de Maastricht, et l'«*Europe supranationale*» que se retrouvent ses partisans ; en dépit d'une intense campagne, ils ne purent empêcher la ratification du traité par les Communes en juillet 1993. Si la publication de ses Mémoires permit à Margaret Thatcher de créer une fois de plus l'événement médiatique, elle n'en laissa pas moins l'image d'une femme de caractère, aux convictions inébranlables, mais davantage soucieuse du jugement de l'histoire que d'apporter de nouvelles solutions aux problèmes que traverse son pays. ■

NOTES

1. Le parti conservateur obtint 42,6 % des voix et 334 députés ; le parti travailliste, 35,6 % et 272 élus ; l'Alliance libérale-démocrate gagna 21 sièges seulement, tout en ayant rassemblé 18 % des suffrages. Les autres partis (nationalistes écossais, gallois, etc.) se partagèrent les 24 sièges restant (3,8 %).
2. Sur le plan national, les électeurs avaient envoyé à Westminster 374 autres députés conservateurs, dont seulement douze femmes.
3. Le Cabinet ne rassemble que les titulaires des principaux ministères, les «*secrétaires d'État*».
4. En Angleterre, il est de coutume que le parti d'opposition constitue un *shadow-cabinet* («*gouvernement-fantôme*») où tous les portefeuilles ministériels sont attribués.
5. Leader depuis 1965, Édouard Heath était sorti déconsidéré des deux défaites de 1974. Il lui était aussi reproché d'avoir manqué de fermeté dans la direction des affaires du pays. Il ne cessa ensuite d'être un des ennemis acharnés de Margaret Thatcher.
6. John Maynard Keynes (1883-1946) était un économiste anglais, auteur notamment de la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936). Pour lui, l'État doit maintenir le plein emploi, fût-ce au prix de l'équilibre budgétaire.
7. Elle vota en faveur du rétablissement des châtiments corporels en 1960, s'abstint lors de la législation sur l'homosexualité (1967), approuva, mais avec des réserves, celle de l'avortement en 1968, et se signala par ses prises de position en faveur de la peine de mort (elle vota en faveur de son rétablissement en 1975, 1979, 1983 et 1988).
8. Universitaire autrichien réfugié à Londres au moment de l'Anschluss en 1938, Hayek enseigna à la London School of Economics. Dans son ouvrage, *La Route de la servitude*, publié en 1945, il défend la thèse selon laquelle tout type d'intervention étatique aboutit inéluctablement à la tyrannie d'un État hypertrophié. Milton Friedman fut le chef de l'école dite «*de Chicago*». Pour ce monétariste néo-libéral, l'État doit exercer un contrôle efficace sur la monnaie en circulation, celle-ci devant faire l'objet d'une expansion modérée et régulière pour appuyer la croissance économique. Le prix Nobel d'économie lui fut décerné en 1976.
9. Ce phénomène s'explique aussi en partie par les restructurations industrielles survenues entre-temps : les industries traditionnelles, bastions du syndicalisme britannique, ont perdu de nombreux emplois, au profit des industries de pointe et du tertiaire, nettement moins syndiquées.
10. «*The Lady is not for turning*», jeu de mots effectué à partir du titre d'une pièce de théâtre de 1948, *The Lady is not for burning* (*La Dame n'est pas faite pour brûler*).
11. Benjamin Disraeli (1804-1881), issu d'une famille juive établie à Londres depuis 1748, avait d'abord fait carrière dans les lettres. Son roman *Sybil* décrivait de façon pathétique la condition des ouvriers, auxquels les classes supérieures devaient aide et protection. Devenu Premier ministre (1867-1868 et 1874-1880), il fit voter plusieurs lois destinées à améliorer la vie des classes laborieuses.
12. Margaret Thatcher se félicitait notamment d'avoir favorisé la carrière de John Major, qui avait quitté l'école à seize ans et dont les parents étaient artistes de cirque.
13. Cf. Monica Charlot, «*Doctrines et images : le thatcherisme est-il un populisme ?*», dans Jacques Leruez (s.d.), *Le Thatcherisme, doctrine et action*, Paris, Notes et études documentaires, 1984, p. 8.

POUR EN SAVOIR PLUS

- F. Bédarida, *La Société anglaise du milieu du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Le Seuil, 1990.
- J. Leruez, J.-C. Sergeant, W. Toboul, *Les Partis politiques britanniques, du bipartisme au multipartisme*, Paris, PUF, 1982.
- J. Leruez, *Le Phénomène Thatcher*, Bruxelles, Complexe, 1991.
- M. Thatcher, *10 Downing Street. Mémoires*, Paris, A. Michel, 1993.
- H. Young, *Margaret Thatcher*, Paris, La Manufacture, 1989.

EDITIONS DE LA MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME

R.-M. ARBOGAST, V. BLOUET, F. BOURA (et alii)

Le Néolithique du nord-est de la France et des régions limitrophes
182 p. : ill., cartes, bibliogr.

(Document d'archéologie française, 41)
ISBN 2 7351 0498 2

jusqu'au 30-4-1994, 190 F
ensuite, 210 F

A. BELIS, C. HOMO-LECHNER, CENTRE PRO LYRA (éds)

La pluridisciplinarité en archéologie musicale
550 p. : ill. (Collection recherche, musique et danse, 11-12)

ISBN 2 7351 0577 6 260 F

C. BEMONT, M. JEANLIN, C. LAHANIER (dirs)

Les figurines en terre cuite gallo-romaines

307 p. : ill., tabl., cartes, bibliogr.
(Document d'archéologie française, 38)
ISBN 2 7351 0496 6 350 F

J.-C. BLANCHET, A. BULARD, C. CONSTANTIN, D. MORDANT, J. TARRÈTE (dirs)

Le Néolithique au quotidien
214 p. : ill., tabl., cartes, bibliogr.

(Document d'archéologie française, 39)
ISBN 2 7351 0497 4 246 F

M. COLARDELLE, E. VERDEL (dirs)

Les habitats du lac de Paladru (Isère) dans leur environnement

416 p. [4 pl.] : ill., tabl., cartes, bibliogr.
(Document d'archéologie française, 40)
ISBN 2 7351 0499 0 400 F

A. TUFFREAU (dir.)

Riencourt-lès-Bapaume

126 p. : ill., tabl., cartes, bibliogr.
(Document d'archéologie française, 37)
ISBN 2 7351 0495 8 180 F

La M. S. H. diffuse la collection
Carte archéologique de la Gaule

Diffusion/Distribution
CID

131, bd. Saint-Michel 75005 Paris